

Tunisie (1) - Explosion sociale de janvier 2018 : Manifestations et émeutes.

jeudi 11 janvier 2018, par [Divers](#) (Date de rédaction antérieure : 10 janvier 2018).

Mis à jour le 17 janvier

Cet article est progressivement mis à jour pour tenir compte de l'évolution de la situation

NB : de nombreuses photos et vidéos sont disponibles à partir des liens figurant ci-dessous

Sommaire

- [8 janvier : Nuit de tensions !](#)
- [9 janvier : Un mort dans \(...\)](#)
- [9 janvier : Gabès, Le siège de](#)
- [9 janvier : Les manifestations](#)
- [9 Janvier 2018 : La situation](#)
- [9 Janvier : Béja, le poste de](#)
- [9 Janvier : Déploiement \(...\)](#)
- [9 Janvier 2018 : Sousse, \(...\)](#)
- [9 Janvier : Déploiement \(...\)](#)
- [9 Janvier : Gafsa, un agent de](#)
- [9 Janvier : Kasserine, reprise](#)
- [09 Janvier : Ben Arous, \(...\)](#)
- [9 Janvier : Ben Arous, une](#)
- [9 Janvier : Nabeul, attaque](#)
- [10 Janvier : Sfax - De nombreux](#)
- [10 janvier : Affrontements](#)
- [10 janvier : Le Kef : La \(...\)](#)
- [10 janvier : nouveaux heurts](#)
- [10 Janvier : Bilan des pillage](#)
- [Mise à jour du 11 janvier](#)
- [10 janvier : Les affrontements](#)
- [10 Janvier, 2018 - 22:45 \(...\)](#)
- [11janvier : Les violences](#)
- [11 janvier : Retour au calme](#)
- [11 janvier : 4 ème jour \(...\)](#)
- [Mise à jour 12 janvier](#)
- [12 janvier - Khalifa Chibani](#)
- [12 janvier : Le calme est](#)
- [12 janvier : La pluie a \(...\)](#)
- [Mise à jour du 13 janvier](#)
- [13 janvier : Plus de 700 \(...\)](#)
- [13 janvier : Nuit calme \(...\)](#)
- [13 janvier : Sidi Bouzid \(...\)](#)

- [13 janvier : Signataires \(...\)](#)
- [14 janvier : Mesures pour les](#)
- [14 janvier : Rassemblement](#)
- [15 janvier : nouveaux affronte](#)
- [Mise à jour du 16 janvier](#)
- [15 Janvier - Chibani : les](#)
- [16 janvier : Une couverture](#)
- [Mise à jour du 17 janvier](#)
- [17 janvier - Imed Hammami : La](#)
- [17 janvier : Flou artistique](#)
- [17 janvier : Prélèvement \(...\)](#)

8 janvier : Nuit de tensions !

<http://www.businessnews.com.tn/nuit-de-tensions,520,77169,3>

Les manifestations nocturnes se poursuivent, en ce lundi 8 janvier 2018, dans plusieurs régions du territoire tunisien. Elles avaient débuté à Tebourba (La Manouba), Kasserine, Thala, Feriana et Sbeitla (Kasserine) et se sont étendues à Bouhajla et la Oueslatia (Kairouan), Gafsa et à la Cité Ettadhamen et Intilaka (Tunis).

Les manifestations contre la Loi de finance 2018 se transforment en heurts violents

Des jeunes manifestants sont sortis, cette après-midi, pour protester contre la hausse des prix décidée par la loi de Finances 2018. Ces mouvements de protestation ont rapidement dégénéré et des tensions ont éclaté par la suite. Les protestations ont pris une nouvelle tournure et des heurts ont éclaté entre manifestants et forces de l'ordre.

A Kasserine, en début de soirée, des jeunes se sont introduits au dépôt municipal et ont volé près de 30 motos.

Tensions, saccages et vandalismes sont enregistrés dans plusieurs villes

A l'heure de la rédaction de ces lignes, des protestataires ont, mis le feu dans des pneus, vandalisé des quartiers et pillé des magasins et autres établissements. Ces événements, avec le même modus operandi, ont eu lieu dans la Cité Ettadhamen et Intilaka à Tunis, Ksar à Gafsa, Bouhajla et la Oueslatia à Kairouan.

Un point de vente de Magasin Général a été assailli et vandalisé par des casseurs à la Cité Intilaka à Tunis.

Dans le gouvernorat de Gafsa, plus exactement à la délégation d'El Gtar, les manifestants ont vandalisé le poste de Police et le siège de la délégation, ils ont également volé plusieurs boutiques et magasins. La situation s'est envenimée, aussi, à Sakiet Sidi Youssef au Kef. Les manifestants sont entrés par effraction dans des logements sociaux et se sont appropriés les lieux. D'autres manifestations se sont déroulées à Bir Bouregba et à Bir Lahfay, durant lesquelles les jeunes ont barré des routes bloquant, ainsi, plusieurs passages.

Un manifestant décédé à Tebourba

Le manifestant Khomsi Ben Sadek Eliferni est décédé en cette soirée du lundi 8 janvier 2018 à Tebourba (gouvernorat de la Manouba) lors des affrontements qui ont éclaté entre manifestants et forces de l'ordre plus tôt dans la journée. Son décès a été enregistré à l'hôpital de la Rabta à 22h ce soir.

Selon une source médicale, Khomsi Ben Sadek Eliferni est arrivé à l'hôpital en état d'asphyxie. Son corps comportait, toutefois, des blessures. De leur côté, des témoins oculaires affirment qu'il a été écrasé par une voiture, ce qui a entraîné sa mort. Aucune source officielle ne s'est prononcée à

l'heure actuelle sur les raisons de ce décès.

Les ministères de l'Intérieur et de la Santé donnent leurs versions des faits

Le ministère de l'Intérieur a publié un communiqué dans la soirée pour donner sa version des faits. Dans ce communiqué, le ministère indique que le service des urgences de l'hôpital local de Tebourba a admis un citoyen, natif de 1972. Le staff médical a assuré que le citoyen en question était dans un état anormal et qu'il souffrait d'une maladie chronique (asthme), ajoutant que son corps ne comportait aucune trace de violences. Il a été transféré à l'hôpital de la Rabta à la capitale où il a reçu les soins nécessaires, sauf qu'il a trouvé la mort. Le même communiqué ajoute que le corps a été soumis au médecin légiste pour déterminer les causes du décès.

Le département de la Santé a précisé, de son côté, dans un communiqué émis ce soir, que le décès de Khomsi Ben Sadek Eliferni à Tebourba est survenu à 21h55mn très exactement. « La victime, âgée de 43 ans, a reçu les soins nécessaires au service des urgences de l'hôpital local de Tebourba et a été transférée, par la suite, à la réanimation des urgences de l'hôpital Rabta à Tunis où elle est décédée », peut-on lire.

9 janvier : Un mort dans des manifestations contre la cherté de la vie

<http://www.rfi.fr/afrique/20180109-tunisie-mort-affrontements-tebourba>

Des manifestations pour protester contre la hausse des prix et le chômage ont eu lieu hier lundi 8 janvier dans plusieurs villes du pays : Tunis, Gafsa, Kasserine ou encore Sidi Bouzid. Les protestations ont dégénéré en affrontements avec la police : un manifestant est mort dans la soirée à Tebourba, à une quarantaine de kilomètres de la capitale.

Il s'appelait Khomsi el-Yerfeni, il était chômeur, et selon plusieurs témoins, il serait mort après avoir été percuté intentionnellement par une voiture de police. Cette version est démentie par le ministère de l'Intérieur tunisien, qui parle lui dans un communiqué d'un décès par asphyxie pour cause d'asthme, et a ordonné une autopsie.

La mort de ce manifestant intervient alors que les protestations contre la vie chère se multiplient depuis quelques jours en Tunisie. Lundi 8 janvier, elles ont atteint une dizaine de villes. Et presque partout les forces de l'ordre sont intervenues pour les disperser à coups de gaz lacrymogènes.

9 janvier : Gabès, Le siège de la délégation d'El Hamma saccagé

<https://africanmanager.com/gabes-le-siege-de-la-delegation-del-hamma-saccage/>

Des unités de l'armée se sont déployées autour du siège de la délégation d'El Hamma après que des jeunes ont envahi et saccagé le local, au cours de la nuit de lundi à mardi.

Les assaillants ont détruit tous les équipements de bureau et dilapidé les documents administratifs qu'ils ont, ensuite, brûlés en pleine rue, indiquent à l'agence TAP des témoins oculaires.

Les manifestants avaient auparavant bloqué la route nationale n°16, pas loin du siège de la délégation, et brûlé des pneus.

9 janvier : Les manifestations contre la cherté de la vie tournent à l'affrontement violent

<http://paroles-citoyennes.net/spip.php?article751>

Les manifestations qui se multiplient contre l'augmentation des prix, suite à la loi de finances 2018, ont tourné à l'affrontement dans plusieurs villes du pays. Un homme a succombé à l'inhalation des

gaz lacrymogènes à Tébourba. Un scénario qui rappelle les événements ayant conduit à la chute du régime de Ben Ali.

Des affrontements ont éclaté, lundi 8 janvier, dans plusieurs villes de Tunisie faisant un mort à Tébourba (à une quarantaine de kilomètres de Tunis), selon le ministère de l'Intérieur.

Depuis l'adoption de la loi de Finances 2018 axée essentiellement sur une augmentation des taxes, le feu couvait sous les cendres. À Sidi Bouzid, Meknassy, Kasserine, Thala, Gafsa, Tébourba et Tunis, des manifestants ont exprimés leur colère face à la flambée des prix et l'accélération des projets programmés par le gouvernement.

Confrontation avec les forces de l'ordre

Des tensions qui ont lieu alors que la Tunisie est en état d'urgence depuis les attentats de 2015. Un régime d'exception qui octroie des pouvoirs d'exception aux forces de l'ordre, et permet notamment l'interdiction de grèves et des réunions « de nature à provoquer le désordre ».

Un peu partout, les manifestations ont tourné à la confrontation avec les forces de l'ordre, qui ont usé de gaz lacrymogènes en abondance pour disperser les manifestants. À Tébourba, un jeune homme est mort. Il a succombé à l'inhalation de ces gaz, selon le ministère de l'Intérieur.

De quoi mettre le feu aux poudres : les protestations ont viré à l'émeute et au saccage notamment à Téboura et à Hay Ettadhamen, la plus importante cité populaire de Tunis. Des commerçants ont tenté de défendre leurs biens tandis que des agences bancaires et des grandes surfaces ont été pillées.

Des habitants de Gafsa ont quitté la ville pour se diriger vers l'Algérie. « Pauvreté, chômage, on quitte le pays ! » lançait l'un d'eux, arborant le drapeau algérien.

9 Janvier 2018 : La situation à Tébourba

<https://www.mosaïquefm.net/fr/actualite-politique-tunisie/268803/tebourba-reprise-des-affrontements>
[s](#)

La région de Tébourba a connu un calme précaire dans la matinée du 9 janvier 2018 avant la reprise des affrontements entre manifestants et force de l'ordre juste en face du siège régional de l'UGTT. D'après notre correspondant Houssein Bouhali, les manifestants s'en sont pris aux forces de l'Ordre en leur jetant des pierres d'où la riposte des autorités en usant du gaz lacrymogène.

9 Janvier : Béja, le poste de police de Nefza incendié

<https://www.mosaïquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/268973/beja-le-poste-de-police-de-nefza-incendie>

Le poste de police de la délégation de Nefza dans le gouvernorat de Béja et deux véhicules sécuritaires ont été incendiés alors que des dégâts ont été enregistrés au niveau du siège de la municipalité après qu'un nombre d'individus ont pris d'assaut le bâtiment.

Notons également que des troubles ont eu lieu à la cité El Mazara à Béja.

9 Janvier : Déploiement de l'armée nationale à Kélibia

<https://www.mosaïquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/268988/deploiement-de-l-armee-nationale-a-kelibia>

- Mourad Belhaj, délégué de Kélibia a confié à Mosaïque FM que des unités de l'armée nationale ont été déployées au centre ville pour protéger les institutions publiques et privées et les agences

bancaires.

Il a souligné en revanche, que le calme est de retour dans la ville.

- Le poste de police de la délégation de Nefza dans le gouvernorat de Béja et deux véhicules sécuritaires ont été incendiés alors que des dégâts ont été enregistrés au niveau du siège de la municipalité après qu'un nombre d'individus ont pris d'assaut le bâtiment.

Notons également que des troubles ont eu lieu à la cité El Mazara à Béja.

9 Janvier 2018 : Sousse, tentative de pillage d'une grande surface commerciale

<https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/269013/sousse-tentative-de-pillage-d-une-grande-surface-commerciale>

D'après notre correspondante à Sousse, des protestataires ont bloqué les croisements de Sidi Abdelhamid et de Kouchet Elbilik, et d'autres ont jeté des pierres sur le poste de sécurité de Bouhssina.

Par ailleurs, un nombre d'individus ont tenté de piller une grande surface commerciale à Khezama mais des agents de sûreté sont intervenus pour les disperser.

9 Janvier : Déploiement d'unités militaires à Kébili

<https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/269033/deploiement-d-unites-militaires-a-kebili>

Un groupe de jeunes de la délégation de Souk Lahad à Kébili ont brûlé des pneus pour bloquer une route menant à l'entrée de la ville et ce pour protester contre la cherté des prix. D'autres ont tenté d'attaquer un poste de sécurité mais les forces de l'ordre ont utilisé le gaz lacrymogène pour les disperser.

Par ailleurs, des unités militaires ont été déployées devant une grande surface au centre ville de Kébili alors que des renforts ont été envoyés pour protéger les différents postes sécuritaires.

9 Janvier : Gafsa, un agent de la protection civile blessé à l'œil

<https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/269073/gafsa-un-agent-de-la-protection-civile-blesse-a-l-oeil>

Un agent de la protection civile à Gafsa, a été blessé à l'œil ce mardi soir 9 janvier 2018 après avoir été touché par une pierre alors qu'il essayait de dégager la route bloquée près d'un croisement entre le chemin de fer et la route nationale numéro 15 reliant Gafsa et Gabès.

Il a été transporté à l'hôpital régional pour recevoir les soins.

9 Janvier : Kasserine, reprise des affrontements à la cité Ennour

<https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/269088/kasserine-reprise-des-affrontements-a-la-cite-ennour>

Les affrontements entre des protestataires et des forces de l'ordre à la cité Ennour dans le gouvernorat de Kasserine, ont repris ce soir 9 janvier 2018.

Des protestataires ont jeté des pierres sur les forces de sécurité qui ont répliqué en utilisant du gaz lacrymogène pour les disperser.

09 Janvier : Ben Arous, la route entre Hammam Lif et Borj Cédria bloquée

<https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/269153/ben-arous-la-route-entre-hammam-lif-et-borj-cedria-bloquee>

Un nombre de protestataires ont brûlé des pneus, bloquant la route nationale numéro 1 entre Hammam Lif et Borj Cédria dans le gouvernorat de Ben Arous.

9 Janvier : Ben Arous, une tentative de pillage d'une grande surface, avortée

<https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/269143/ben-arous-une-tentative-de-pillage-d-une-grande-surface-avortee>

D'après l'Agence Tunis Afrique Presse, les forces de sécurité ont fait avorter une tentative de pillage d'une grande surface commerciale à Yassminet dans le gouvernorat de Ben Arous.

En effet, un nombre d'individus ont pris d'assaut cette grande surface ce qui a provoqué un état de panique auprès des citoyens mais les forces de sécurité sont intervenus rapidement et ont réussi à les repousser.

9 Janvier : Nabeul, attaque aux cocktails Molotov contre des policiers

<https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/269178/nabeul-attaque-au-molotov-contre-des-policiers>

Des protestataires au centre ville de Nabeul ont lancé des cocktails Molotov sur des forces de sécurité et les ont contraint à quitter les lieux.

Quatre véhicules de l'armée nationale et un véhicule de la garde nationale, ont été déployés dans la ville pour protéger les postes sécuritaires et les grandes surfaces commerciales.

Par ailleurs, la ville de Hammamet Nord a connu des émeutes quand des protestataires ont brûlé des pneus, bloquant la ceinture périphérique.

10 Janvier : Sfax - De nombreuses routes bloquées par des protestataires

<https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/269218/sfax-de-nombreuses-routes-bloquee-s-par-des-protestataires>

Plusieurs régions et quartiers populaires dans le gouvernorat de Sfax ont connu des émeutes mardi soir 9 janvier 2018 et plusieurs routes ont été bloquées.

D'après notre correspondant, Fethi Boujneh, les unités sécuritaires sont intervenues pour maîtriser la situation et elles ont réussi à arrêter un nombre de protestataires.

Un dispositif sécuritaire important a été envoyé pour restaurer la sécurité dans la ville.

Plusieurs régions et quartiers populaires dans le gouvernorat de Sfax ont connu des émeutes mardi soir 9 janvier 2018 et plusieurs routes ont été bloquées.

D'après notre correspondant, Fethi Boujneh, les unités sécuritaires sont intervenues pour maîtriser la situation et elles ont réussi à arrêter un nombre de protestataires.

Un dispositif sécuritaire important a été envoyé pour restaurer la sécurité dans la ville.

10 janvier : Affrontements suite à la hausse des prix - La rue ne décolère pas

http://lapresse.tn/component/nationals/index.php?option=com_nationals&task=article&id=142244

Des unités de l'armée nationale ont été déployées près des institutions et établissements publics à Jelma (gouvernorat de Sidi Bouzid) après que des heurts ont éclaté, hier, entre manifestants et forces de l'ordre.

Les protestataires, dont plusieurs écoliers et lycéens, ont bloqué la route nationale n°3 reliant Tunis à Gafsa, mis le feu à des pneus et lancé des pierres sur les forces de l'ordre qui ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogène.

Auparavant, plusieurs manifestants se sont rassemblés devant le siège de la délégation de Jelma pour protester contre la hausse des prix et les nouvelles charges fiscales imposées par la loi de finances 2018.

D'autre part, les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont repris, hier après-midi, dans la ville de Tebourba (gouvernorat de la Manouba).

Les forces de l'ordre ont fait usage du gaz lacrymogène pour disperser les manifestants dont la plupart sont des jeunes qui ont répliqué avec des jets de pierre et bloqué l'accès à plusieurs rues de la ville.

Des unités de l'armée nationale ont été déployées au centre ville de Tebourba et à l'avenue principale de la ville d'El Battan pour protéger les établissements publics.

Un manifestant, âgé de 43 ans, a trouvé la mort dans les heurts nocturnes éclatés à Tebourba entre forces de l'ordre et manifestants. Ces derniers ont bloqué l'accès à la cité, brûlé des pneus et attaqué avec des jets de pierre les agents de la sûreté qui ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogène.

10 janvier : Le Kef : La contestation à son paroxysme sur la frontière

http://lapresse.tn/component/nationals/index.php?option=com_nationals&task=article&id=142243

Le suicide d'un jeune à Sakiet a mis le feu aux poudres

La tension est très vive à la frontière ouest du pays où un vaste mouvement de protestation est engagé depuis samedi dernier au niveau de la ville de Sakiet Sidi Youssef, suite au suicide d'un jeune diplômé au chômage et vivant une situation socioéconomique précaire, voire très difficile. La situation est, en effet, plus que critique au niveau de cette zone frontalière algérienne où les habitants ont coupé la route entre Le Kef et la frontière algérienne, en passant par la ville de Sakiet, provoquant un véritable blocus de l'ancienne ville martyre et une forte perturbation de la circulation automobile sur cet axe routier névralgique, surtout que la population a dressé plusieurs barrières pour empêcher tout trafic sur cette route nationale.

Le mouvement qui a fait tache d'huile pour se répandre, un tant soit peu, hier, à la ville du Kef s'est déclenché suite au suicide d'un jeune âgé de 30 ans, après avoir, nous dit-on, échoué à trouver un emploi, d'autant plus que toutes les demandes présentées auprès des autorités locales n'ont pas abouti et que les promesses qu'il aurait reçues sont restées lettre morte.

Lassés par des promesses jugées fallacieuses et ne représentant que des manœuvres dilatoires pour retarder des risques d'explosion sociale, les habitants de Sakiet affirment vivre dans un carcan de misère et de pauvreté et parfois dans le dénuement le plus total, estimant aussi que les aides sociales ne sont pas allées à leurs ayants droit, tout comme les aides destinées aux petits agriculteurs qui auraient, selon certains d'entre eux, été accordées en fonction d'une politique de népotisme et non de respect des principes d'équité et de priorité, lesquels, en pratique, devraient régir l'octroi de ces aides estimées à 800 dinars par agriculteur.

Le gouverneur s'est rendu, lundi dernier, à Sakiet où il a rencontré la population pour discuter de la situation prévalant dans la région et des requêtes auxquelles elle tient, mais il s'est heurté à un nœud des habitants qui ont aussi appelé au départ de la déléguée jugée incompétente et partielle dans sa gestion des dossiers de l'emploi et des aides sociales.

Les protestataires exigent que le gouvernement mette en place des mécanismes de développement et des projets à même de créer des sources de revenus stables à tous les habitants de la région frontalière, laquelle représente le premier rempart contre le terrorisme et la contrebande. Même si encore des appels au calme ont été lancés aux habitants pour libérer la voie et faire respecter le principe de la liberté de circulation, la route GP5 est toujours fermée et il y a peu d'espoir qu'elle soit rouverte tant les protestataires sont fortement déterminés à faire aboutir leurs revendications.

Dans cette atmosphère de colère généralisée, certains habitants ont squatté des logements sociaux fraîchement construits à la Cité de la mine, près de Sakiet, se disant en droit d'agir de la sorte tant ils vivent sous des toits insalubres, ou dans des taudis répugnants à leur seule vue.

Aussi, faut-il rappeler qu'en une semaine le gouvernorat du Kef a enregistré un suicide et deux tentatives de suicide dont les auteurs sont dans un état critique. Des questions d'emploi et de misère de la condition humaine sont derrière de telles actions symboles de détresse humaine et de désespoir dans une région où l'emploi est devenu une « denrée » vraiment rare, si ce n'est impossible, et où il est aussi devenu difficile, voire irréalisable, de pendre la crémaillère, signe d'opulence et d'ostentation pour les anciens notables de la région, aujourd'hui eux aussi fortement touchés par la crise qui secoue le pays.

10 janvier : nouveaux heurts après la mort d'un homme lors de troubles sociaux

<http://paroles-citoyennes.net/spip.php?breve316>

Des échauffourées ont eu lieu en Tunisie mardi soir entre manifestants et forces de l'ordre, au lendemain de la mort d'un homme dans des troubles sociaux alimentés par des mesures d'austérité, sept ans après la révolution.

Des jeunes sont descendus dans la rue par centaines à Tebourba, à 30 km à l'ouest de Tunis, où a été enterré mardi dans l'après-midi l'homme décédé lors de heurts dans la nuit précédente. Des policiers et des militaires déployés en force ont répliqué à des jets de pierre à coups de gaz lacrymogènes, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des scènes similaires ont notamment eu lieu dans le centre défavorisé du pays, à Kasserine et à Jelma, localité proche de Sidi Bouzid, d'où était partie en décembre 2010 la contestation sociale marquant le début des Printemps arabes. Des heurts ont également eu lieu à Gafsa (sud), selon les correspondants de l'AFP.

La polémique perdurait sur les causes de la mort de l'homme, âgé de 45 ans, présenté par des manifestants comme un martyr, alors que les résultats de l'autopsie organisée mardi n'ont pas été rendus publics.

Le ministère de l'Intérieur a démenti que cet homme ait été tué par la police, assurant qu'il ne portait aucune marque de violence.

Lundi soir, « nous n'avons pas vu des protestations mais des gens qui cassent, volent et agressent les Tunisiens », a affirmé le Premier ministre Youssef Chahed sur les ondes de la radio privée Mosaïque FM.

« Nous disons aux casseurs et à ceux qui les incitent que, pour le gouvernement, la seule solution est d'appliquer la loi. (Nous sommes) prêts à écouter mais chaque personne voulant manifester doit le faire de manière pacifique », a-t-il prévenu.

10 Janvier : Bilan des pillages nocturnes

<https://www.mosaïquefm.net/fr/actualite-national-tunisie/269303/bilan-des-pillages-nocturnes>

Khelifa Chibani, porte-parole du ministère de l'Intérieur a assuré dans une déclaration à Mosaïque FM ce mercredi 10 janvier 2018 que les opérations de pillage et de dégradation des biens publics et privés ont continué dans la nuit du mardi au mercredi.

Ces groupes disparaissent le jour et réapparaissent la nuit.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur a indiqué qu'il y a eu des tentatives d'attaque de postes de sécurité et de fourrières municipales à Jedaida et Tebourba à la Manouba.

Des attaques similaires ont eu lieu à Sidi Thabet et Kalaat Al Andalous à l'Ariana.

A Sousse des individus ont tenté de dérober par la force une voiture privée.

A Ben Arous, des individus ont attaqué une boutique d'électroménager à Rades. Une camionnette et 5 motos ont été volées. A Yasminette une boutique a été la cible de pillage.

A Sidi Bouzid, la fourrière municipale a été attaquée. 4 motos ont été volées et un magasin a été pillé. Les casseurs ont tenté de dégrader un transformateur d'électricité de la STEG. Ceci a causé une coupure de l'électricité dans plusieurs quartiers de la ville.

A Béja, la recette des finances a été attaquée à Nefza en plus de la fourrière municipale et le siège de la municipalité.

Le poste de sécurité nationale de la région a été aussi attaqué.

A Kébili, la fourrière municipale a été attaquée et à Siliana, le siège d'une agence bancaire a été la cible d'une tentative d'intrusion.

Le porte parole du ministère de l'Intérieur a démenti dans cette même déclaration la rumeur qui parle du décès d'une personne à cause du gaz lacrymogène à Kasserine.

Khelifa Chibani a noté qu'un individu a percuté le véhicule du délégué de Jibiniana. Le chauffeur du délégué a été transféré à l'hôpital.

Mise à jour du 11 janvier

10 janvier : Les affrontements reprennent entre manifestants et forces de l'ordre

<http://www.webdo.tn/2018/01/10/affrontements-reprennent-entre-manifestants-forces-de-lordre/>

Pour la troisième nuit consécutive, les affrontements ont lieu entre les manifestants et les forces de l'ordre.

La rue principale au niveau de laquelle se trouve le tribunal de première instance de Siliana a été bloqué. Selon Mosaïque fm, les unités sécuritaires ont fait usage de gaz lacrymogène afin de disperser les jeunes.

Une source sécuritaire a indiqué qu'un jeune âgé de 17 ans a été arrêté à Gabès pour avoir acheté une quantité de pétards qu'il allait utiliser ce soir.

En Tunis, et plus précisément à la Cité Ibn Khaldoun, les unités sécuritaires ont utilisé du gaz lacrymogène pour disperser les manifestants cagoulés qui ont tenté d'attaquer le siège de la délégation et le poste de police. A Bir Bey, banlieue sud de la capitale, des délinquants ont jeté des pierres sur le train.

Toujours selon Mosaïque fm, un groupe de jeunes de la région de Cité Laouina, gouvernorat de Sousse, ont brûlé des pneus et bloqué la route avant que les sécuritaires n'interviennent.

A Kasserine, la Cité Enour et Thala ont également connu des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

10 Janvier, 2018 - 22:45 : Nouveaux affrontements après l'annulation de la visite de Chahed à Tebourba

<https://www.espacemanager.com/nouveaux-affrontements-apres-lannulation-de-la-visite-de-chahed-tebourba.html>

Les habitants de la région de Tebourba du gouvernorat de Manouba ont exprimé leur colère à l'issue de l'annulation de la visite attendue mercredi du chef du gouvernement Youssef Chahed, selon Mosaïque FM.

Les citoyens de la zone ont déploré la courte visite de Chahed à El Battan et sa brève rencontre avec les habitants, a assuré un représentant de la société civile à la TAP.

Plusieurs citoyens se sont rassemblés dans les rues et ont scandé des slogans appelant à l'emploi et au développement. Ils ont également réclamé l'ouverture d'une enquête sur le décès d'un habitant de Tebourba lundi dernier lors des protestations.

Par ailleurs, les affrontements ont repris entre les forces de sécurité et les protestataires, dans la soirée.

11 janvier : Les violences n'ont pas cessé, elles se sont déplacées

<https://africanmanager.com/tunisie-les-violences-nont-pas-cesse-elles-se-sont-deplacees/>

Les violences ont repris, durant la nuit de mercredi à jeudi, dans plusieurs régions du pays, alors que les tensions ont nettement baissé dans d'autres zones, après l'arrivée de renforts sécuritaires et militaires.

A Siliana, une marche de protestation organisée, mercredi soir, par des jeunes, contre la hausse des prix a, rapidement, dégénéré avec des jets de pierre sur les forces de l'ordre et des pneus brûlés. La police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants qui commençaient à s'approcher des établissements publics et des espaces commerciaux.

Dans le gouvernorat de la Manouba, treize personnes ont été arrêtées pour des actes de vandalisme et d'agression. Ces grabuges ont eu lieu, notamment, à l'avenue Habib Bourguiba à Tébourba et dans les rues adjacentes, ainsi que dans les quartiers Ennassim à Argoub. Selon des sources médicales à Tébourba, 3 cas d'asphyxie par gaz lacrymogène ont été enregistré et 16 blessés (fractures, contusions), parmi lesquels des agents de la sûreté.

A Thala (gouvernorat de Kasserine), des jeunes ont envahi et incendié le district de la sûreté nationale suite au retrait, de la zone, de toutes les unités de la sûreté, "pour faire baisser les tensions", explique-t-on de sources sécuritaires. Le calme est revenu, tard dans la nuit, après le déploiement de renforts militaires dans la ville.

Dans le gouvernorat de Kébili, le calme est revenu rapidement après de brèves échauffourées avec les forces de l'ordre. C'est, seulement à Douz, que les protestations se sont poursuivies, jusque tard dans la nuit. Sept personnes ont été arrêtées (3 à Douz et 4 à Kébili).

A Gabès, la situation sécuritaire s'est, nettement, améliorée avec le déploiement de renforts sécuritaires et militaires.

A Mahdia, 23 personnes ont été arrêtées dont 12 ont attaqué le commissariat à Chorbane, incendié un car scolaire et tenté d'attaquer les recettes des finances.

A Béja, des groupes de jeunes ont bloqué des routes et brûlé des pneus. Sept personnes ont été interpellées.

11 janvier : Retour au calme après des nuits de violence

<http://www.webdo.tn/2018/01/11/tunisie-retour-calme-apres-nuits-de-violence/>

Le calme s'est rétabli dans les régions qui ont connu des actes de violences et de vandalisme durant les trois dernières nuits.

En effet, à Tunis il s'agit notamment des cités Ettadhamon et Intalaka où la situation connaît un calme et une présence sécuritaire renforcée, même si la tension reste relativement tendue. A Tebourba, du gouvernorat de la Manouba, la situation sécuritaire s'est améliorée.

Les régions intérieures du pays observent également un calme précaire notamment à Thala, Kasserine, Gafsa et Gabes.

D'ailleurs le porte-parole du ministère de l'Intérieur Khalifa Chibani a indiqué que l'intensité de ces actes s'est atténuée et un retour à la situation normale est observé progressivement.

Rappelons-le, le porte-parole du ministère de l'Intérieur a dressé le dernier bilan des arrestations suite aux actes de violences qu'a connu la Tunisie depuis la nuit du lundi dernier.

S'exprimant sur Elhiwar Ettounssi, Kahlifa Chibani a déclaré que le nombre total des arrestations a atteint 622 personnes qui seraient en liaison avec ces actes de vandalisme. La tranche d'âge entre 15 et 20 représente 31% du total des personnes arrêtées a-t-il précisé.

11 janvier : 4 ème jour de manifestations nocturnes, le mouvement s'essouffle !

<http://www.businessnews.com.tn/4-eme-jour-de-manifestations-nocturnes-le-mouvement-sessouffle,520,77264,3>

Les actes de vandalisme nocturnes, qui se sont poursuivis depuis lundi 8 janvier 2018, commencent visiblement à s'essouffler. En ce début de soirée du jeudi 11 janvier, la situation est relativement calme sur l'ensemble du territoire tunisien.

- Seules quelques échauffourées ont été signalées dans les gouvernorats de Siliana, Kasserine et dans les quartiers Ettadhamen, Ibn Sina et El Mourouj dans la périphérie de Tunis.
- A Siliana, les forces de l'ordre ont eu recours au gaz lacrymogène pour disperser des manifestants qui les ont attaqués à l'aide de pierres et ont incendié des pneus. Les affrontements se poursuivent à l'heure actuelle.
- Quelques accrochages entre des protestants et les policiers sont également signalés à Thala dans le gouvernorat de Kasserine.
- Sur le grand Tunis et dans le quartier Ettadhamen plus précisément, des manifestants sont sortis dans les rues pour barrer les routes mais les forces de l'ordre ont réagi à temps pour les en empêcher avec l'aide des citoyens. Des braquages ont également été rapportées dans les cités Ibn Sina et El Mourouj.
- Un nombre de protestataires ont mis le feu dans les pneus au centre-ville de Douz. Des habitants de la région, accompagnés des forces sécuritaires les ont empêchés de s'approcher des établissements publics. On notera, toutefois, le déploiement des forces militaires près de la recette des Finances.

Mise à jour 12 janvier

12 janvier - Khalifa Chibani : Le tiers des pilleurs arrêtés ont moins de 20 ans !

<http://www.businessnews.com.tn/khalifa-chibani--le-tiers-des-pilleurs-arretes-ont-moins-de-20-ans,520,77267,3>

Le porte-parole officiel du ministère de l'Intérieur, le colonel-major Khalifa Chibani, a précisé dans

une déclaration accordée ce matin du vendredi 12 janvier 2018, à Mosaïque Fm, que 773 individus ont été placés en garde à vue suite aux récentes tensions qui ont secoué de nombreuses régions du pays.

« Nous avons, depuis le 8 janvier, arrêté 773 individus soupçonnés de vol, d'agressions et de vandalisme. Plus de la moitié des suspects arrêtés ont entre 21 et 30 ans, 31,53% d'entre eux ont entre 15 et 20 ans et 16 takfiristes impliqués dans les grabuges ont également été appréhendés » a-t-il souligné.

M. Chibani a, en outre, indiqué que les indicateurs prévoient un retour au calme dans les prochains jours, affirmant que les mouvements de « protestation » qui se sont déclenchés simultanément et violemment dans le pays sont « le fruit d'une organisation minutieuse dont les instigateurs seront démasqués ».

12 janvier : Le calme est revenu, vivement la pluie

<https://www.espacemanager.com/le-calme-est-revenu-vivement-la-pluie.html>

Le calme est revenu sur l'ensemble des régions, après trois nuits mouvementées. La pluie aidant, les mouvements de protestation nocturne, ont sensiblement diminué grâce à la vigilance des forces de l'ordre et leur abnégation.

Sur un autre plan, le porte-parole du ministère Khalifa Chibani a annoncé l'arrestation de 778 jusqu'au 11 janvier 2018.

Il a indiqué que 16 takfiristes ayant participé aux actes de saccage ont été arrêtés et seront traduits devant la justice.

12 janvier : La pluie a voté Chahed !

<http://www.webdo.tn/2018/01/12/tunisie-pluie-a-vote-chahed/>

L'histoire se reproduit-elle ? Inutile de répondre à cette question, mais il serait plus utile de rappeler la célèbre déclaration de Hédi Nour, alors Premier ministre qui disait « La pluie a voté pour moi », commentant les pluies abondantes qui s'abattaient juste après sa désignation.

Mais avec Youssef Chahed, la pluie vient pour le « sauver », en partie, d'une vague de tension sociale et de violence, après trois nuits de perturbations qui ont secoué le pays, rappelant les innombrables soirées d'insécurité survenues après la révolution.

Dans la nuit du jeudi 11 janvier, les actes de vandalisme et de violence se sont atténués, grâce en partie à des pluies fortes, tombées en masse sur plusieurs régions du pays, et à des conditions climatiques favorables à une soirée chez soi au chaud, et non pas à des mouvements nocturnes suspects.

Certes cette chronique est satirique, mais ne cache pas une part de vérité sur des coïncidences qui peuvent jouer en faveur des décideurs de ce pays, à condition qu'ils sachent comment en tirer des conclusions.

Bref, le ciel est aussi généreux pour la Tunisie que pour Youssef Chahed, l'eau bénite continuera à tomber dans les heures à venir, espérons que ça tienne !

Mise à jour du 13 janvier

13 janvier : Plus de 700 individus placés en garde à vue

http://lapresse.tn/index.php?option=com_nationals&task=article&id=142398

Au moins 773 personnes ont été placées en garde à vue depuis le 8 janvier pour actes de vandalisme et de pillage commis dans plusieurs régions du pays, a indiqué hier le porte-parole du ministère de l'Intérieur, le colonel-major Khalifa Chibani. Les interpellés ont été placés en garde à vue après consultation du parquet, a-t-il dit.

Parmi les gardés à vue se trouvent 16 éléments takfiristes, a précisé Khalifa Chibani, ajoutant que les actes de vandalisme ont baissé de façon sensible durant la nuit dernière.

Aucun acte de pillage et de saccage ni de dommages dans les rangs des forces de l'ordre et de leur équipement n'a été enregistré durant la nuit de jeudi, a-t-il déclaré à l'agence TAP.

Selon Chibani, les arrestations de personnes impliquées dans des actes de pillage, d'attaques contre des biens publics, d'incendies et de barrages routiers se sont poursuivies.

Au moins 151 personnes ont été arrêtées hier et placées en garde à vue après consultation du parquet.

Environ 54,95% des interpellés sont âgés de 21 à 30 ans. Plus de 31% ont entre 15 et 20 ans. Pour le reste des catégories d'âge : ils ont entre 31 et 40 ans (11,71%) et plus de 40 ans (1,8%).

D'après le porte-parole du ministère de l'Intérieur, parmi les éléments takfiristes arrêtés durant la période passée (16), certains sont soumis à une mesure d'assignation à résidence. Ils sont impliqués dans des actes de pillage et de vandalisme dans plusieurs régions du pays.

Selon Chibani, 97 agents de sécurité ont été blessés ces derniers jours. Quelque 88 véhicules de police ont été endommagés au cours de ces incidents.

Des postes de police ont été incendiés à El Ktar (Gafsa), Thala (Kasserine), de même que le bureau du commissaire de police d'El Battan (La Manouba).

13 janvier : Nuit calme partout dans le pays

<https://africanmanager.com/tunisie-nuit-calme-partout-dans-le-pays/>

Après trois nuits consécutives de troubles, le calme est revenu dans les différentes régions de la Tunisie, a annoncé samedi le porte-parole officiel du ministère de l'Intérieur, Khalifa Chibani, qui a fait état de l'arrestation de 33 énergumènes pour actes de vandalisme, de vol et de pillage.

Dans une déclaration à Assabahnews, il a précisé que le bilan des arrestations opérées s'élève à 806, alors que 6627 pneus usagés destinés à être brûlés et utilisés par les manifestants ont été saisis.

13 janvier : Sidi Bouzid - Marche pacifique contre la loi des finances et la hausse des prix

<https://tunisie14.tn/article/detail/sidi-bouzig-marche-pacifique-contre-la-loi-des-finances-et-la-hausse-des-prix>

Des habitants de Sidi Bouzid ont participé, samedi, à une marche de protestation pacifique pour dénoncer la loi des finances et la hausse des prix.

Cette marche, à l'appel du Front populaire (FP), des activistes du mouvement "Fech Nestanew" et de l'union locale des chômeurs, a pris le départ devant le siège de l'union régionale du travail et parcouru l'avenue principale de la ville.

Les protestataires ont scandé des slogans dénonçant la hausse des prix et la politique fiscale du gouvernement.

Le coordinateur régional du FP, Lazhar Gharbi, a souligné que cette marche a été organisée en

réaction à la campagne menée contre le Front populaire, ainsi que la déclaration du chef du gouvernement dans laquelle il accuse le front d'inciter aux troubles.

Il a ajouté que ce mouvement social pacifique défend le droit du citoyen à une vie digne, appelant à réviser les augmentations inscrites dans la loi des finances.

Gharbi a aussi condamné les actes de vandalisme commis par des bandes criminelles en lien avec les réseaux de corruption en Tunisie, selon ses dires.

13 janvier : Signataires du Document de Carthage : mesures sociales pour absorber la colère de la rue

<https://www.espacemanager.com/signataires-du-document-de-carthage-mesures-sociales-pour-absorber-la-colere-de-la-rue.html>

Réunis samedi au palais de Carthage, les signataires du Document de Carthage ont examiné un ensemble de propositions de mesures sociales pour absorber la colère de la rue tunisienne, à la suite des augmentations des taxes et des prix adoptées dans la loi de finances pour l'exercice 2018.

« Ces mesures sociales vont permettre de réduire la pression sur la classe défavorisée, appauvrie et marginalisée, à travers l'augmentation du salaire minimum et de la pension de la retraite », a expliqué le Secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Nouredine Tabboubi, à l'issue de la réunion qui s'est déroulée en l'absence du parti Afek Tounes, du parti al-Jomhuri et du Mouvement Echaâb.

Tout en plaidant pour l'identification de nouvelles options pour mobiliser les ressources financières, Tabboubi a recommandé la lutte contre les circuits de distribution parallèles et la consécration de la justice fiscale. « Les jeunes, particulièrement dans les quartiers populaires, doivent bénéficier d'une réelle attention de la part de l'Etat qui est appelé à écouter à leurs revendications », a-t-il ajouté. Selon Tabboubi, l'Union générale tunisienne du travail va organiser la mi-février un forum économique pour examiner les moyens de remédier à plusieurs dossiers, tels que l'emploi.

« L'annulation de la loi de finances 2018 est une idée irréfléchie et irresponsable », a pour sa part estimé Ghannouchi.

« Les fonds de réserve de l'Etat pourraient résoudre certains problèmes et créer des ressources sans pour autant opter pour l'abolition de la loi de finances ou l'annulation de certains de ses articles », a-t-il ajouté.

D'après la présidente de l'Union tunisienne de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), Ouided Bouchamaoui les parties prenantes de la réunion ont été unanimes à affirmer que la caisse de compensation et les caisses sociales pourraient contribuer à trouver des solutions aux problèmes socio-économiques auxquels fait face le pays.

Selon le dirigeant au parti Al-Massar, Jounaidi Abdeljaouad, les signataires du Document de Carthage ont persisté à affirmer que les protestations pacifiques sont un droit légitime loin de toute agitation ou acte de vandalisme.

La réunion, a-t-il ajouté, a également permis d'évoquer le droit du Front populaire à participer à des mouvements de protestation pacifiques. Nul ne peut imputer au Front populaire la responsabilité des actes de violence et de vandalisme qui ont accompagné ces mouvements de protestation, a-t-il lancé.

Il convient de noter que la présidente de l'Union nationale de la femme tunisienne, Radhia Jerbi était présente à la réunion des signataires du Document de Carthage. L'Union nationale de la femme

tunisienne a rejoint le Document de Carthage.

14 janvier : Mesures pour les plus démunis, une mascarade selon le Front Populaire

<https://www.realites.com.tn/2018/01/mesures-plus-demunis-mascarade-selon-front-populaire/>

Les tunisiens ne doivent pas lâcher prise et ils doivent continuer à manifester contre les mesures de la loi de Finances 2018. Il s'agit de l'appel du Front Populaire à l'occasion du septième anniversaire de la Révolution.

Commentant les mesures sociales annoncées samedi 13 janvier 2018 en faveur des familles démunies par le gouvernement d'union nationale, la Gauche estime qu'elles constituent une « mascarade ».

Ce sont, selon le Front Populaire, des mesures qui sont loin de pouvoir satisfaire le minimum requis en vue de lutter contre la vie chère.

14 janvier : Rassemblement protestataire des activistes de la campagne Fech Testanew devant le siège du gouvernorat de Mahdia

<http://www.jawharafm.net/fr/article/rassemblement-protestataire-des-activistes-de-la-campagne-fech-testanew-devant-le-siege-du-gouvernorat-de-mahdia/90/59423>

Des activistes de la campagne Fech Testanew ont tenu, ce dimanche 14 janvier 2018 un rassemblement protestataire devant le siège du gouvernorat de Mahdia, rapporte le correspondant de Jawhara FM dans la région.

Dans une déclaration accordée au correspondant de Jawhara FM dans la région, Zied Mbarek, un activiste de la société civile a affirmé que toutes les classes sociales ont été affectés par la loi de finances 2018.

Cette loi contient des augmentations des prix sans prendre en compte la détérioration du pouvoir d'achat du citoyen tunisien.

15 janvier : Kasserine-Feriana : Nouveaux affrontements entre protestataires et forces de l'ordre

<https://africanmanager.com/kasserine-feriana-nouveaux-affrontements-entre-protestataires-et-forces-de-lordre/>

De nouveaux affrontements se sont déclenchés, dimanche soir, entre forces de l'ordre et jeunes protestataires à Feriana (gouvernorat de Kasserine), a indiqué le délégué Abderrazek Krimi. Les protestataires ont bloqué l'avenue principale de la ville et mis le feu à des pneus notamment près des quartiers "El Maktaa", "El Mahata" et dans plusieurs rues du centre-ville, a-t-il précisé. Aucun slogan n'a été scandé par ces manifestants qui ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre. Ces derniers ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogène pour les disperser, a ajouté la même source.

15 janvier : nouveaux affrontements dans la région de Kasserine

<https://tunisie14.tn/article/detail/feriana-nouveaux-affrontements-entre-protestataires-et-forces-de-l-ordre>

De nouveaux affrontements se sont déclenchés, dimanche soir, entre forces de l'ordre et jeunes protestataires à Feriana (gouvernorat de Kasserine), a indiqué le délégué Abderrazek Krimi.

Les protestataires ont bloqué l'avenue principale de la ville et mis le feu à des pneus notamment près des quartiers "El Maktaa", "El Mahata" et dans plusieurs rues du centre-ville, a-t-il précisé.

Aucun slogan n'a été scandé par ces manifestants qui ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre. Ces derniers ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogène pour les disperser, a ajouté la même source.

Mise à jour du 16 janvier

15 Janvier - Chibani : les actes d'hier étaient limités et voici le bilan

<https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-national-tunisie/272873/chibani-les-actes-d-hier-etaient-limites-et-voici-le-bilan>

Khelifa Chibani, porte-parole du ministère de l'Intérieur a indiqué que la nuit du dimanche 14 janvier 2018 n'a pas connu des actes de pillage et de vandalisme.

De petits groupes de jeunes âgés entre 13 et 19 ans ont fait des actions limitées durant la nuit à Feriana (Kasserine), Sidi Ali Ben Aoun (Sidi Bouzid), El Kram Ouest (Tunis), cité Ettadhamen (Ariana) et Douar Hicher (La Manouba).

Chibani a ajouté dans une déclaration à l'agence TAP ce lundi 15 janvier 2018 que ces groupes ont brûlé des pneus dans les rues et ils ont jeté des pierres sur les agents de sécurité. Il a ajouté que les forces de l'ordre ont traité avec professionnalisme la situation.

D'un autre côté, Chibani, a déclaré que les groupes ont tenté à Sidi Ali Ben Aoun (Sidi Bouzid) de s'introduire dans un dépôt appartenant à la douane tunisienne. Les unités sécuritaires ont intercepté ce groupe.

Un deuxième groupe a coupé une ligne électrique haute tension. Ceci a causé la coupure de l'électricité dans plusieurs quartiers de la ville. La panne a été réparée par la suite.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur a fait savoir que 41 personnes ont été arrêtées suite à la consultation du ministère public. Ils sont accusés de pillage, de vandalisme et de vol durant les derniers jours. Il a ajouté que les unités sécuritaires à Sousse ont réussi à remettre la main sur une voiture volée hier soir par des individus.

16 janvier : Une couverture sanitaire gratuite pour 640 000 chômeurs

http://lapresse.tn/index.php?option=com_nationals&task=article&id=142564

Le ministre des Affaires sociales, Mohamed Trabelsi, a nié, hier, le fait que les récentes mesures gouvernementales en faveur des familles démunies et des sans emploi aient été prises sous pression sociale, en allusion aux récents mouvements de protestation contre la loi de finances de 2018.

« Ces mesures sont déjà prévues par le projet de loi relatif à la sûreté sociale soumis depuis novembre dernier à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) qui garantit aux familles démunies un revenu minimum permanent, un logement social décent et une couverture sociale globale », a-t-il ajouté.

Dans une interview accordée à Mosaïque Fm, le ministre a fait savoir que 640 mille chômeurs bénéficieront à partir de 2018, et dans tous les hôpitaux publics, d'une couverture sanitaire gratuite.

Et d'ajouter qu'ils auront droit à trois consultations par an et que les dossiers seront examinés d'une manière transparente afin de s'assurer s'ils remplissent les conditions ou pas.

Selon lui, le montant de l'allocation octroyée à 250 familles nécessiteuses passera de 150 à 180 dinars et 210 dinars en fonction du nombre d'enfants.

Il a été, également, décidé d'augmenter à 180 dinars le montant de la pension de retraite des familles nécessiteuses. Cette décision, a-t-il dit, devrait profiter à plus de 40% de l'ensemble des retraités, soit 220 mille retraités.

Outre ces décisions, il a évoqué la création d'une Caisse de crédit logement au profit des catégories à revenu variable, précisant que cette mesure devrait cibler environ un demi-million de Tunisiens. L'objectif étant de garantir un logement décent à chaque famille.

Le ministre des Affaires sociales, Mohamed Trabelsi, avait annoncé une série de mesures sociales à l'issue d'un Conseil ministériel tenu, samedi, au palais Edhiafa de Carthage. Ces mesures touchent essentiellement les familles nécessiteuses et les sans emploi.

Mise à jour du 17 janvier

17 janvier - Imed Hammami : La couverture sanitaire gratuite ne comprendra pas tous les chômeurs

<http://www.businessnews.com.tn/imed-hammami--la-couverture-sanitaire-gratuite-ne-comprendra-pas-tous-les-omeurs,520,77373,3>

Imed Hammami, ministre de la Santé, a été l'invité de la matinale de Hamza Balloumi sur les ondes de Shems FM, ce mercredi 17 janvier 2018 pour revenir sur la récente décision d'assurer des soins médicaux gratuits au profit des Tunisiens chômeurs, ainsi que sur la crise que vit actuellement le secteur sanitaire.

Lors de son passage à l'émission, M. Hammami a affirmé que l'objectif de cette décision, prise lors d'un conseil ministériel tenu ce samedi 13 janvier 2018, était d'élargir la couverture sanitaire pour inclure tous les citoyens tunisiens, sans exception, à l'horizon 2020, et que la gratuité des soins de santé destinés aux chômeurs était la première étape dans ce sens car l'Etat est responsable de leur fournir de l'emploi mais en attendant, il lui incombe de leur assurer des soins médicaux gratuits jusqu'à ce qu'ils obtiennent un emploi.

« On vise par cette décision à renforcer l'aspect social dans la politique du gouvernement de coalition. En effet, lors de ce 1^{er} trimestre, un plan d'action commune entre les ministères de la Santé, des Affaires sociales ainsi que le ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi sera instauré.

Il s'agit de déterminer les personnes concernées par ce nouveau dispositif, ainsi que de mettre en place les procédures nécessaires notamment le modèle de prise en charge (gratuité totale des soins pour les détenteurs du carnet de soin de couleur blanche, gratuité partielle pour ceux détenant d'un

carnet de soin de couleur jaune ou bien la création d'une nouvelle catégorie de carnets) », a expliqué le ministre en ajoutant que cette mesure ne va pas inclure tous les 650 000 chômeurs et qu'un conseil ministériel sera tenu prochainement afin de déterminer les personnes qui bénéficieront de cette mesure.

L'invité de la matinale a par ailleurs ajouté que le coût de ce nouveau mécanisme était évalué à 500 mille dinars par an et que le secteur est en situation de crise mais que la santé était un droit pour tous et que ce projet est prioritaire.

« Le ministère est attaché à cette réforme de la santé publique, et on va œuvrer afin de trouver des solutions pour sortir de la crise. Le budget qui nous a été alloué n'est pas suffisant mais on fera avec. En outre, il y a eu des concertations avec les parties syndicales du secteur de la santé. Un conseil ministériel sera également tenu aujourd'hui afin de réviser la situation des hôpitaux notamment en ce qui concerne le remboursement des dettes de la CNAM, l'injection de l'argent dans les différents établissements sanitaires ainsi que le comblement du déficit en ressources humaines et en équipements », a-t-il martelé.

17 janvier : Flou artistique et incertitude générale

<http://www.letemps.com.tn/print/106430>

Les récentes protestations commencent à s'essouffler ; tel un virus de la grippe, les mouvements s'estompent petit à petit tout en traînant encore dans certaines régions.

- Seliana, Le Kram ou encore Ettadhaman ont connu quelques petites perturbations dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15
- Mardi 16, la situation était plutôt calme sur l'ensemble de la République ;

Ce répit laissera peut-être à certains le temps d'analyser et de comprendre ce qui se passe réellement sur la scène politique. Une scène où les divisions croissantes déstabilisent de plus en plus cette Tunisie fragile par son économie et sa sécurité. A la guerre annoncée entre les partis politiques, s'ajoute une nouvelle querelle qui, bien que certains tentent de nous la cacher, commence à pointer, clairement, le bout de son nez.

Cela fait un moment que certains observateurs évoquent, timidement, des tensions entre la Kasbah et le Bardo : le président de la République, Béji Caïd Essebsi, aurait fini par succomber aux pressions des mouvements de Nidaa Tounes et de celui d'Ennahdha et pourrait, bientôt, songer sérieusement à trouver un remplaçant à l'actuel chef du gouvernement, Youssef Chahed.

Une récente déclaration de la porte-parole de la présidence de la République, Saïda Garrach, est venue confirmer cette théorie. Lors d'un passage sur les ondes de Shems FM, elle a indiqué que la présidence de la République innocente toutes les parties politiques des récents actes de vandalisme survenus la semaine dernière.

De son côté, Youssef Chahed avait directement accusé, la semaine dernière, le Front populaire d'avoir exploité les événements pour des fins partisans.

Bien que la porte-parole ait insisté sur le fait que le chef du gouvernement n'a, à aucun moment, accusé la coalition de la Gauche d'avoir été derrière les événements de violence, mais qu'il l'a pointée du doigt parce que cette dernière a fait de la mauvaise exploitation et a tenté de faire dans la récupération alors que ses députés à l'Assemblée des représentants du peuple ont, tous, voté en faveur de l'article de la loi de Finances 2018 relatif à l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

La déclaration de Saïda Garrach aurait pu passer inaperçu si la circonstance avait été autre, hors

que les tensions, connues de tous, entre la direction actuelle du mouvement de Nidaa Tounes et l'équipe de la Kasbah.

Hafedh Caïd Essebsi, directeur exécutif du Nidaa, n'a en effet jamais caché son opposition à Youssef Chahed et à tout ce qu'il représente pour lui. Un jeune chef du gouvernement qui pourrait représenter, en 2019, une réelle menace électorale. L'épisode des enregistrements fuités de la réunion des cadres de Nidaa Tounes a confirmé, depuis longtemps, cette dualité entre les deux hommes.

Salma BOURAOUI

17 janvier : Prélèvement de 1% des salaires, Iyed Dahmani explique

<https://directinfo.webmanagercenter.com/2018/01/17/tunisie-prelevement-de-1-des-salaires-iyed-dahmani-explique/>

Iyed Dahmani, ministre chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, a déclaré que les ondes de la radio Jawhara Fm que le prélèvement de 1% des salaires sera effectué pour être versé dans les caisses de retraite.

Il explique que l'espérance de vie en Tunisie a augmenté et les caisses ne sont plus en mesure de garantir les retraites sur le long-terme.

Ce prélèvement concernera les employeurs et les salariés. Le porte-parole du gouvernement ne précise pas si ce prélèvement débutera en ce mois de janvier.

Le ministre des affaires sociales, Mohamed Trabelsi, serait plus enclin de répondre à cette question, affirme Dahmani.

P.-S.

Ce texte fait partie d'un dossier de cinq articles seront progressivement mis à jour sur le site ESSF :

Tunisie (1) : Explosion sociale de janvier 2018 - Manifestations et émeutes.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42860>

Tunisie (2) : Hausse des prix, chômage, privatisations, etc.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42859>

Tunisie (3) : Le collectif « Fech nistanaw » = Qu'est-ce qu'on attend ?

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42855>

Tunisie (4) : Le Front populaire et les mobilisations sociales de janvier 2018

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42853>

Tunisie (5) : les mobilisations sociales de janvier 2018 vues par la presse française

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42852>